

TRANSITION D'UN ORDRE MONDIAL UNIPOLAIRE VERS UN MONDE MULTIPOLAIRE : ENJEUX ET DÉFIS GÉOPOLITIQUES POUR LA RD CONGO

Introduction

**Albert MULUMA
MUNANGA,**
Professeur
Ordinaire, Université
de Kinshasa.
albertmuluma50@
gmail.com

**Séraphin BAHARANYI
NACIYIMBA,**
Chef de Travaux
à l'Université de
Kinshasa, Doctorant
en Sociologie.

Teddy ILAKA MABOLU,
Chef de Travaux
à l'Université de
Kinshasa, Doctorant
en Sciences Politiques.

**Gerlas PALUKU
KISONIA,**
Chef de Travaux
à l'Université
Catholique du Graben/
Butembo.

Le contexte géopolitique mondial reste toujours dominé par l'Occident avec à sa tête les États-Unis d'Amérique (USA), puissance hégémonique exerçant le leadership sur l'Union Européenne à travers l'OTAN, notamment, et le reste du monde. Depuis le début du XXI^e siècle, cette domination est de plus en plus contestée pour plusieurs raisons dont la tentative d'imposer une culture et des normes mondiales, le nombre élevé de conflits pour le contrôle des ressources stratégiques dont le pétrole-gaz et pour le manque d'équité dans la gouvernance mondiale.

Sur le plan idéologique, cette domination est traduite au niveau économique, politique et culturel par le néolibéralisme mondialisé et son pendant, le néocolonialisme reflétant cette hégémonie culturelle dénoncée en son temps par plusieurs philosophes et penseurs au-delà de l'exploitation des pays de la périphérie.

À ce sujet, il y a lieu de rappeler la citation d'Antonio Gramsci qui, de sa prison¹, indique comment l'hégémonie culturelle permet à une classe sociale de maintenir sa domination politique. Ou, lorsqu'il souligne que « L'ancien monde a déjà disparu, le nouveau monde n'est pas encore là », en se référant à la période de l'Europe dans l'entre-deux-guerres², dans son combat quotidien contre l'ordre fasciste de Mussolini. Cette formule se prête merveilleusement à la description du contexte géopolitique mondial actuel issu des bouleversements internationaux depuis le début du XXI^e siècle tendant à remettre en question

1 Antonio GRAMSCI, *Cahiers de prison, la République des lettres*, Paris, Ed. Gallimard, 1971.

2 Antonio GRAMSCI cité par SEBASTIAN SANTANDER (dir.), *L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents*, Paris, Karthala, 2014.

l'ordre mondial établi par les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale, lors des Conférences de Yalta et de Bretton Woods.

À la suite de Antonio Gramsci et son nouveau monde qui tarde à se mettre en place, il y a lieu de noter que le Président français, Emmanuel Macron, a évoqué cette mutation en ces termes : « [...] nous sommes sans doute en train de vivre la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde [...] »³. Une hégémonie occidentale qui, selon lui, était vraisemblablement française au XVIII^e siècle, par l'inspiration des Lumières, sans doute britannique au XIX^e siècle, grâce à la révolution industrielle, puis américaine au XX^e siècle à la suite des deux guerres mondiales⁴. Ce constat illustre la déclaration prospective de Alain Peyfritte lorsqu'après sa visite parlementaire en Chine, il écrit en 1973 sur le réveil de la Chine⁵.

En effet, si la fin de la guerre froide a sonné le glas d'une représentation dominante du système international, celle d'un monde bipolaire marqué par une rivalité entre les deux superpuissances nucléaires, engagées dans la domination et la structuration de l'espace international à partir de leurs blocs et de leurs projets politico-idéologiques⁶ respectifs diamétralement opposés ; l'ordre mondial issu de ces mutations est encore aujourd'hui en transition, voire en mutation continue. Avec les BRICS⁷, d'autres pôles de décisions et d'influence apparaissent et modifient progressivement les rapports des forces géopolitiques à l'échelle mondiale. Avec le retour de la Russie et la montée en puissance de la Chine, on assiste depuis quelques années à un indéniable retour du jeu des puissances, qui se traduit aussi par une contestation accrue de l'ordre international existant, et un blocage de l'action collective occidentale, notamment sur les questions de sécurité. C'est le cas de l'Ukraine et du Hamas. D'où, l'exigence des réformes pratiquement de tout le système des Nations unies, en particulier du Conseil de sécurité de l'ONU. Ces contestations du pouvoir hégémonique des États-Unis en particulier et de l'Occident, en général, ont débouché sur des conflits dont ceux en cours entre la Russie et l'Ukraine, Israël et le Hamas. Israël et l'Ukraine étant soutenus par l'OTAN, à telle enseigne qu'après le Covid-19, les incertitudes se multiplient au point où, il y a lieu de se demander où va le monde⁸.

Dans une tentative de réponse à cette inquiétude, cette étude a un double objectif : d'une part, fournir aux chercheurs, aux décideurs politiques, des éléments de compréhension de cette transition d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis d'Amérique vers un monde multipolaire plus

3 Dans « Discours du Président de la République à la conférence des ambassadeurs », Élysée (elysee.fr), consulté le 24 août 2023 à 22h.

4 ZAKARIA SORGHIO, « Les pays du BRICS veulent un nouvel ordre mondial. Sera-t-il multipolaire ou sino-américain ? », in (theconversation.com), consulté le 08 juillet 2023 à 23h42.

5 Alain PEYREFITTE, *Quand la Chine s'éveillera...le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1973.

6 Les États-Unis, capitalistes et l'Union Soviétique, communiste.

7 Acronyme regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et l'Afrique du Sud.

8 Cf. « Le fardeau du geek blanc », dans *Le Monde* du 06 juillet 2013.

équitable et plus juste tel que le revendiquent les BRICS et plusieurs autres pays qui les rejoignent progressivement ; et d'autre part, essayer de comprendre les implications qu'induisent ces changements tant au niveau mondial, au niveau africain, qu'au niveau de la RD Congo.

I. Structuration et aperçu méthodologique

Dans les lignes qui suivent, l'examen de la problématique au cœur de cette dissertation et de l'hypothèse sous-jacente se déroulent en cinq moments. La première section circonscrit l'article et la méthodologie, tandis que la deuxième est une esquisse de l'ordre mondial établi par les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale. Dans un troisième temps, la section se focalise sur l'examen du contexte et des enjeux ayant prévalu à l'établissement de l'unipolarité.

La troisième section, quant à elle, propose un décryptage de l'émergence des BRICS sur la scène internationale et la contestation de l'hégémonie unipolaire occidentalo-américaine. La cinquième et dernière section propose une stratégie à adopter par le Gouvernement congolais face au nouveau contexte et à ses défis.

Pour parvenir à la vérification de notre hypothèse, la méthodologie se veut qualitative à travers la nature des données qu'elle exploite. Ce qui a conduit à mettre à profit neuf entretiens semi-directifs réalisés à Kinshasa au cours de la période allant de mars à juillet 2023 avec quelques élites sociopolitiques, en premier lieu. En deuxième lieu, les échanges lors d'une conférence-débat animée par un des auteurs⁹ à l'Université catholique du Graben à Butembo ont permis d'enrichir la perspective discursive. En troisième lieu, les matériaux d'observation directe et documentaires ont aussi été d'un grand apport. Au plan théorique, l'essai de sociologie des rapports de forces et de positionnement profilé à travers cette étude dans ce contexte de recomposition de l'espace social hégémonique mondial, permet, d'une part, de cerner les nouveaux types-idéaux qui émergent de la construction sociale de la multipolarité dans le monde ; et de l'autre part, il permet de saisir les dynamiques nouvelles de cette profonde redistribution de la puissance au niveau mondial.

II. Ordre mondial établi par les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale : une multipolarité de façade ayant abouti à la bipolarité

L'invasion de la Pologne par Hitler, en septembre 1939, déclenche la deuxième Guerre mondiale qui survient 10 ans après la grande crise économique de 1929. Celle-ci naît des cendres de la première Guerre mondiale qui prit fin en 1918. En effet, en 1919, les pays vainqueurs (la

⁹ Conférence animée par Séraphin BAHARANYI NACIYIMBA à l'Université Catholique du Graben/ Butembo, le 12 août 2023 sous le thème : « Les enjeux géopolitiques actuels et la RD Congo ».

France, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Italie) imposent des sanctions très sévères à leur principal ennemi, l'Allemagne. Les Allemands doivent payer des sommes énormes et rendre les régions de l'Alsace et de la Lorraine à la France.

En 1933, Adolf Hitler arrive au pouvoir en exploitant l'idée selon laquelle le chômage et la pauvreté en Allemagne sont le fait des pays étrangers et des juifs. Il met en place une politique fasciste agressive pour contrôler d'autres territoires européens.

Le conflit, principalement européen à l'origine, s'élargit à l'échelle mondiale avec l'intervention japonaise contre Pearl Harbor qui occasionna l'entrée en guerre des États-Unis.

Aussi, lorsque la deuxième Guerre mondiale s'achève en 1945, deux pays paraissent comme les grands vainqueurs : les États-Unis d'Amérique (USA) et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes (URSS) plantant ainsi le décor de ce qui va devenir progressivement la guerre froide en violation du multilatéralisme déclaré. Alliées contre Hitler depuis 1941, les deux puissances ont œuvré pour attaquer conjointement l'Allemagne Nazie sur deux fronts : à l'Ouest de l'Europe pour les États-Unis et à l'Est pour l'URSS. Cette alliance durant la deuxième Guerre mondiale a été rendue possible grâce à des intérêts stratégiques communs entre les États-Unis et leurs alliés d'un côté, et l'URSS, de l'autre. Mais au fond, ces deux puissances s'opposent idéologiquement et vont consacrer la bipolarisation du monde.

Suite à cette divergence idéologique, le rêve de paix universelle et d'unité du monde se heurte à de fortes dissensions entre les vainqueurs, principalement entre les États-Unis et l'URSS, et débouche sur ce que le journaliste américain Walter Lippmann a qualifié dès 1947 de « guerre froide »¹⁰. C'est cet antagonisme entre l'Est et l'Ouest qui structure pendant plus de 40 ans les relations internationales et se traduit par un climat de tension intense quasi permanente entre les deux principales puissances mondiales et par la multiplication de la propagande, de foyers de tension et de conflits militaires, localisés sur les différents continents ; comme actuellement en Ukraine, Israël et en Afrique.

La guerre froide s'étant installée, Churchill parle du « rideau de fer » pour désigner la limite entre les deux blocs, le bloc occidental capitaliste sous le leadership des États-Unis tandis que l'URSS constitue le bloc soviétique. Le monde est ainsi divisé en deux pools centraux et les pays périphériques devraient s'aligner dans l'un ou l'autre camp, ce qui fut le cas des pays africains nouvellement indépendants. Ceux-ci se déclareront, plus tard, non-alignés ; mais, ils étaient en réalité sous l'influence de l'un de deux blocs. Cette rivalité fut à la base de l'assassinat du Premier ministre de la RD Congo, Patrice Emery Lumumba, soupçonné de penchants socialistes.

10 Fabien CONORD et *al.*, « La guerre froide : le monde à l'heure de la rivalité Est-Ouest », dans Fabien CONORD (dir.), *Histoire du monde de 1870 à nos jours* (2017), Paris, Armand Colin, 2017, pp. 218-234.

Le Président américain Truman prend acte de la bipolarité du monde dans un discours en mars 1947¹¹. Ce qui se traduit par la mise en œuvre de la doctrine Truman qui définit le *containment* (endiguement) pour soutenir financièrement les peuples libres et asphyxier les autres. Le financement des projets à travers la Banque mondiale (BIRD) est une poursuite de la guerre sous une forme, comme le déclarait Mac Namara et puis Paul Wolfowitz. Le plan Marshall de juin 1947 propose d'aider à la reconstruction des pays européens (qui soutiendront en retour l'économie américaine). Il est accepté par seize pays occidentaux et rejeté par l'URSS qui oblige les pays sous son contrôle à le refuser également. L'URSS réagit par la doctrine Jdanov et par la création du *Kominform* (bureau d'information des partis communistes) qui doit permettre de contrôler plus étroitement les postes communistes européens. Chaque bloc se construit alors autour d'une puissance, d'une doctrine idéologique, d'un système économique, d'une organisation politique et d'une alliance militaire¹².

Le rôle de l'Afrique n'est pas à ignorer dans cette guerre mondiale. L'Afrique a participé à la deuxième guerre mondiale essentiellement sur trois plans :

- au plan humain, avec la mobilisation des milliers de ses fils comme tirailleurs sénégalais et porteurs : Les colonies anglaises ont fourni 400 000 soldats en 1940 et les colonies françaises fournirent 170 000 soldats.
- au plan stratégique, elle a abrité des combats et des départs de débarquements qui permirent la victoire des alliés, comme lors de la bataille d'Al-alamein (Egypte) en novembre 1942 qui opposa une armée nazie appelée « l'Afrika korps » commandée par le Général Rommel à des forces anglo-américaines commandées par le Général Montgomery, etc.
- au plan économique, l'Afrique a fourni des matières premières agricoles, notamment : le coton, le café, le bois, le cacao. Elle a également fourni des minerais tels que le fer, le zinc, le charbon, le pétrole, le gaz, etc. Dans le cadre de cet effort de guerre, des atrocités furent commises en RD Congo par le colonisateur belge en vue de satisfaire la demande croissante de caoutchouc pour la fabrication des pneus. À cette occasion l'on a parlé du caoutchouc rouge suite aux mains coupées¹³. Il est important de souligner que c'est l'uranium extrait dans l'ex-Katanga, en RD Congo, qui a servi à fabriquer les bombes atomiques américaines larguées sur le Japon à Hiroshima et Nagasaki pour forcer l'Empereur à signer la capitulation.

11 H. S. TRUMAN, Discours prononcé devant le Congrès, le 12 mars 1947.

12 USA : Doctrine Truman, système économique capitalisme ou liberté d'entreprendre, organisation politique Démocratie (respect des libertés et des droits fondamentaux) et OTAN comme alliance militaire. Alors que l'URSS avait pour doctrine le Jdanov, la mise en commun comme système économique, le communisme comme organisation politique et le Pacte de Varsovie comme alliance militaire.

13 HOCHSCHILD ADAM, *Les fantômes du Roi Léopold II, Un holocauste oublié*, Paris, Belfond, 1998.

Au regard de cet important rôle, il y a lieu de s'interroger sur le profit qu'a tiré le continent africain de cette victoire, si l'on sait que des pays occidentaux ont reconstruit leurs économies ruinées et se sont davantage industrialisés suite notamment au Plan Marshall. Ils ont également créé beaucoup de richesses de l'exploitation africaine et que des États comme le Canada, le Brésil, l'Argentine, l'Australie et surtout les États-Unis ont profité de cette guerre pour s'enrichir davantage en fournissant des matières premières et du matériel aux belligérants, d'autant plus que cette guerre n'a jamais atteint leurs territoires. La bipolarité n'a donc, aux dires de certains analystes, que permis d'accélérer et de culminer le processus d'émancipation des pays se trouvant sous le joug colonial, notamment ceux de l'Afrique. Car l'Organisation des Nations Unies (ONU), créée en 1945, en remplacement de la Société des Nations (SDN) était à son début plus favorable au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Ce qui a créé des conditions d'indépendances des États africains qui subissaient le joug colonial. Il sied de noter que malgré ces indépendances « politiques », la souveraineté économique n'a pas été au rendez-vous. Ce qui explique que les matières premières et autres ressources stratégiques de ces pays continuent à être exploitées de manière éhontée par les anciens pays colonisateurs à travers leurs sociétés multinationales et illustre le concept de néocolonialisme. Cette situation entraîne de plus en plus des contestations des pays africains dénonçant ces pratiques et s'appuyant sur le nouveau contexte pour réclamer davantage d'équité surtout dans la fixation du juste prix des matières premières. Les nombreux « push » et autres coups d'État dans les pays précités y trouvent leurs explications et mettent en évidence la duplicité de cet ordre mondial. Ce malaise se constate, entre autres, à travers les difficultés de « la communauté internationale » pour mener à terme le processus de réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Au plan du développement économique, l'alignement au côté de l'un ou de l'autre bloc idéologique n'a presque rien apporté au continent africain, dont les populations souffrent encore aujourd'hui des maux liés directement à la colonisation et au néocolonialisme, matérialisé par la mondialisation, stade avancé du capitalisme.

D'où la nécessité pour les dirigeants des pays africains de profiter de ce nouveau contexte géopolitique pour diversifier leurs partenariats et se défaire progressivement des liens néocoloniaux qui les enferment dans le sous-développement.

Pour rappel, le Zaïre à l'époque du Président Mobutu avait choisi de ne pas s'aligner en déclarant n'être ni à gauche, ni à droite, ni même au centre, alors que tout le monde savait que c'était un allié stratégique de l'Occident¹⁴.

14 Discours de Mobutu à l'ONU sur l'authenticité, 1973.

III. Contexte et enjeux de l'établissement de l'unipolarité : l'hégémonie américaine

La fin de la guerre froide a sonné le glas d'une représentation dominante du système international, celle d'un monde bipolaire marqué par une rivalité entre deux superpuissances nucléaires, engagées dans la domination et la structuration de l'espace international au mieux de leurs intérêts. Le monde issu desdites mutations consacrera l'éclatement de l'Union soviétique en plusieurs états sous l'instigation de l'OTAN.

Aussi, les États-Unis sont devenus la seule superpuissance sur la scène internationale, malgré certains points de vue contraires. Parmi les analystes, il y a lieu de rappeler le point de vue de Sébastien Santander et ses collègues qui pensent que :

Depuis sa naissance, à l'issue du traité de Westphalie de 1648, le système international moderne a recouvert différentes appellations. Chacune d'entre elles ne reflétait finalement que l'air du temps prévalant et la grille de lecture dominante de la politique internationale : de manière schématique le système d'équilibre (balance of power) fut précédé de l'ordre westphalien mais succédé par le système bipolaire. En s'effondrant, ce dernier ne permet pas de dire avec clarté à quel système il laisse la place¹⁵.

Mais, la position de cette étude est d'admettre que le bloc occidental avec en tête les États-Unis a depuis la fin de la guerre froide contrôlé le monde. Les États-Unis ont renforcé ce statut dans tous les domaines à l'échelle planétaire, d'où la qualification d'hyperpuissance. Ils se donnent pour objectif de « façonner et de déterminer les structures de la politique économique globale »¹⁶, donc de « choisir et de modeler les structures au sein desquelles les autres pays, leurs institutions politiques, leurs entreprises et leurs professionnels doivent opérer »¹⁷. Mettant en œuvre les mécanismes du *Soft Power*, l'hyperpuissance des États-Unis s'exprime sur les plans militaire, économique, politique, technologique, (etc.), qui s'appuient sur la domination culturelle. En effet, les États-Unis ont rendu l'anglais incontournable pour accroître la dépendance culturelle des autres pays du monde. Cet impérialisme linguistique donne lieu à la domination culturelle se traduisant par la tentative de l'occidentalisation du monde dont l'OTAN serait l'instrument d'imposition de leur culture comme culture universelle. Et par ce fait, détruisant ainsi les valeurs civilisationnelles des autres cultures, tentative pouvant expliquer les tensions entre les États-Unis et les autres pools culturels ou civilisationnels cristallisés dans le conflit entre le monde arabe à civilisation influencée par la religion musulmane

15 Sebastian SANTANDER (dir.), *L'émergence de nouvelles puissances : vers un système multipolaire ? Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Mexique, Russie*, Paris, Ellipses, 2009, p. 11.

16 *Idem*.

17 *Ibidem*.

et le monde occidental essentiellement judéo-chrétien. La France, à travers le Général De Gaulle puis le Président François Mitterrand, fut parmi les premiers pays à exprimer ce malaise, lorsque le premier refuse que les militaires français soient commandés par un américain dans le cadre de l'OTAN et le deuxième a parlé de la généralisation d'un « modèle culturel unique », en craignant que : « ce que les régimes totalitaires n'ont finalement pas réussi à faire, les lois de l'argent, alliées aux forces de techniques, vont-ils y parvenir ? »¹⁸. Ce qui a conduit à la négociation de « l'exception culturelle » auprès des États-Unis. Les États-Unis en application de la théorie distillée par leurs penseurs comme Samuel Huntington¹⁹ ont parlé de « chocs de civilisations » allant jusqu'à prétendre que la civilisation arabe serait l'axe du mal et que la leur constituerait l'axe du bien. Cette vision est en réalité le prolongement de celle de Ronald Reagan qui, avec Margaret Thatcher, Premier Ministre britannique, ont parlé de « TINA »²⁰ pour souligner qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme.

Cette vision a été prônée par Francis Fukuyama²¹ dans son livre intitulé *La fin de l'histoire et le dernier homme*, soulignant ainsi l'approche unipolaire que les États-Unis voudraient imposer dans la gestion des affaires du monde. Mais, la « pax americana » a été immédiatement contestée par l'URSS dont l'affaiblissement avait constitué la priorité de la politique extérieure américaine. Celle-ci va continuer jusqu'à la chute du Mur de Berlin. Les stratèges états-uniens ont considéré cet événement comme point d'orgue de la domination du monde par les États-Unis. Cet affaiblissement de l'URSS avait déjà été préconisé par Zbigniew Brzezinski²² qui disait que celui qui contrôle l'Ukraine contrôle le monde (contrôle des ressources énergétiques Gaz-pétrole et les ressources alimentaires – les céréales –) rejoignant ainsi Makinder²³ pour qui, celui qui contrôle l'Eurasie, le centre du monde, contrôle le monde. Effectivement, tous n'ont fait que rejoindre Hérodote²⁴, lorsqu'il dit que : « l'histoire et la géographie sont inséparables ». Il devient clair que l'affaiblissement de l'URSS a toujours été au centre de la politique impérialiste américaine. Cette dernière a occasionné aussi la balkanisation de la Yougoslavie, du Sud-Soudan ainsi que les tentatives de balkanisation de la RD Congo, de l'Éthiopie, etc.

Au regard de ce contexte, beaucoup de pays à travers le monde se sont senti menacés et ont commencé à demander la requalification de l'ordre mondial multilatéral issu de Bretton Woods depuis près de 80 ans, mais

18 François MITTERRAND cité par Pierre DE GASQUET dans *Les Echos*, 18 octobre 1993.

19 S. P. HUNTINGTON, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* (Le choc des civilisations et le réaménagement de l'ordre mondial), Washington, Ed. Simon et Schuster, 1996.

20 TINA : The is no alternative.

21 Francis FUKUYAMA, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, (traduction française), Paris, Flammarion, 1992.

22 ZBIGNIEW BRZEZINSKI, « Poutine veut reconstruire l'URSS, avec l'Ukraine », *fr.euronews.com*, 07 mars 2014.

23 HALFORD J. MAKINDER, « The Round World and the Winning of the Peace », *Foreign Affairs*, Juillet 1943.

24 HÉRODOTE, *The Persian Wars*, Harmondsworth, GB, Penguin Books, 1972.

que les États-Unis imposent aux autres sans toutes fois le respecter eux-mêmes. Ce qui justifie les réclamations insistantes des réformes du Conseil de Sécurité, du FMI et de la Banque Mondiale pour les adapter au nouveau contexte mondial multipolaire. Ces demandes sont systématiquement bloquées par les États-Unis et leurs alliés occidentaux dans leur tentative de résistance pour ne pas perdre la position hégémonique prépondérante et les avantages qu'elle offre.

Il semble nécessaire de rappeler à ce stade de notre analyse que la puissance politique, quant à elle, se réalise dans le fait que, les États-Unis sont Membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU dont le siège est situé sur leur territoire, à New York ; ils détiennent ainsi la suprématie dans la diplomatie internationale ; exercent de très fortes pressions politiques dans les relations internationales ; conduisent et orientent la politique internationale au mieux de leurs intérêts nationaux.

Toutefois, depuis la crise financière de 2008 et au regard des pesanteurs orchestrées par les États-Unis et leurs alliés pour bloquer les réformes précitées, l'on assiste à des tentatives d'émancipation des autres parties du monde. La démarche la plus crédible semble être celle des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ces pays contestent ouvertement l'hégémonie unipolaire américaine et ses travers. Ils se dotent des moyens pour accélérer cette transition vers un monde multipolaire. Dans cet objectif, ils ont initié le processus de dédollarisation de leurs économies, créé la nouvelle banque de développement et refusé d'appliquer les sanctions américaines et occidentales contre la Russie, sanction que les États-Unis sont incapables d'appliquer contre Israël.

À titre de rappel, cette unipolarisation de la gouvernance mondiale avec la suprématie hégémonique des États-Unis a commencé à être remise en cause à partir de 2001 suite aux attentats du 11 septembre, à l'accroissement de la pauvreté et des inégalités dans le monde entraînant de nombreux conflits. Cela est visible à travers la montée des fondamentalismes religieux, des « vrais-faux » mouvements terroristes, l'émergence de nouveaux pôles d'influence. Depuis, l'on assiste à une nouvelle configuration géopolitique du monde tel que cette analyse tente de le décrypter dans les lignes suivantes.

IV. L'émergence des BRICS sur la scène internationale et la contestation de l'hégémonie unipolaire occidente-américaine

Depuis l'apparition des BRICS, le départ précipité des États-Uniens de l'Afghanistan, l'échec des tentatives de destitution du Président Syrien, précédé par les assassinats de Mouhamar Kadhafi, Saddam Hussein et l'emprisonnement de Laurent Gbagbo, l'ordre mondial multilatéral est de plus en plus menacé.

En effet, dans leur déclaration commune du 16 juin 2009, les dirigeants des BRIC(S)²⁵ souhaitent « un ordre mondial multipolaire plus démocratique et plus juste, fondé sur l'application du droit international, l'égalité, le respect mutuel, la coopération, l'action coordonnée et la prise de décision collective de tous les États »²⁶.

La volonté affichée du groupe des BRICS est de transformer la structure « occidental-centrée » de l'ordre économique mondial actuel en un système international polycentrique ou multipolaire.

De notre analyse, il ressort que la conscience des BRICS de revendiquer la redistribution de la puissance sur le système international provient de quelques facteurs suivants :

D'abord, la force d'une alliance qui a permis aux deux blocs idéologiques de gagner la deuxième Guerre mondiale et celle des États-Unis avec les Européens ayant abouti à l'affaiblissement de l'URSS pour permettre aux États-Unis de régner en maître du monde en reversant les bénéfices de cette position à leurs alliés occidentaux. Les BRICS en se mettant ensemble constituent un contrepoids pour faire face aux Occidentaux selon le modèle des alliances.

Ensuite, cette mise en commun des pays avec des économies prometteuses leur (les BRICS) a permis de totaliser en 2022 une population de plus de 3,2 milliards d'individus, soit 41% de la population mondiale²⁷, équivalente à quatre fois celle des sept pays du G7 (environ 773 millions d'habitants) pour constituer un vaste marché économique. Leur place dans l'économie mondiale n'a, de ce fait, que continué à croître ces dernières décennies, au détriment de celui du G7. Ainsi, la part du Produit Intérieur Brut (PIB) total des BRICS dans le PIB mondial, calculée en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA), a dépassé celle du G7 (31,02 % contre 30,95 %) et la tendance ne semble pas s'inverser comme le démontre la figure ci-dessous. Étant donné l'existence de 40 pays ayant exprimé leur souhait de rejoindre les BRICS dont 20 auraient introduit des candidatures formelles et six viennent d'être admis dans ce qui va être le BRICS+²⁸, leur poids économique et politique est certain. Ces nouvelles adhésions entraînent sur le plan économique, des bouleversements des principales puissances mondiales tant en termes de production que de commerce. Mais déjà, ces évolutions matérielles trouvent des conséquences stratégiques. Ces puissances émergentes font connaître leurs aspirations à trouver une place accrue au sein de l'ordre mondial. Elles affirment que la création récente du G20 et la timide et lente réforme des institutions de Bretton Woods ne suffisent pas à satisfaire leur desiderata.

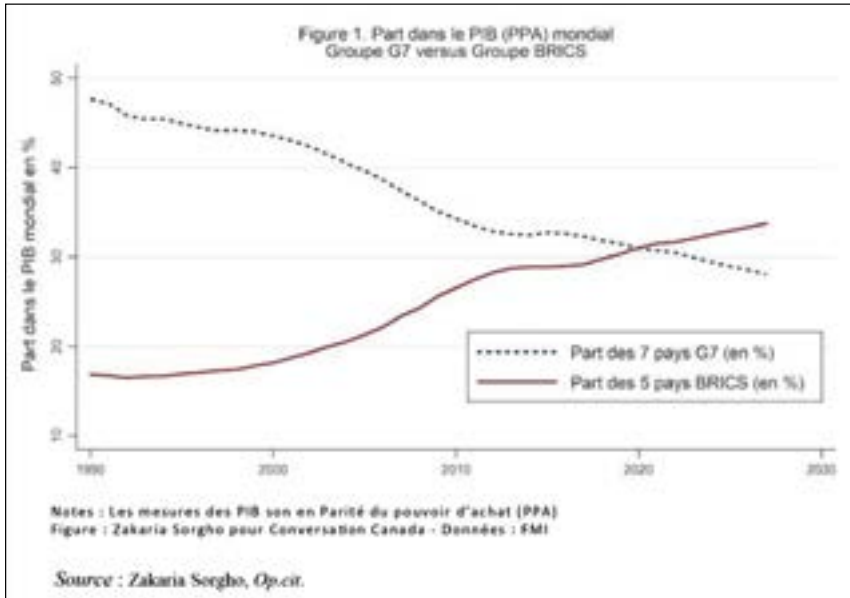
25 Au départ, ils étaient quatre, l'Afrique du Sud les a rejoints après.

26 ZAKARIA SORGHIO, « Les pays du BRICS veulent un nouvel ordre mondial. Sera-t-il multipolaire ou sino-américain ? », Université Laval, 20 avril 2023.

27 *Ibid.*

28 Cf. XV^e Sommet de BRICS tenu à Johannesburg, du 22 au 24 août 2023.

À titre d'illustration, lorsque nous terminons la rédaction de cet article, l'absence remarquable des représentants de haut niveau de la Chine et de la Russie aux dernières réunions tant de l'ONU (78^e session AG) que du G20 est une indication sérieuse sur l'urgence de réformer l'ONU pour éviter la scission totale du G20, du G7 et même du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il en est de même de la reprise des hostilités entre Israël et le Hamas.



Il faut aussi souligner la stratégie de l'émancipation financière des BRICS avec en tête la Russie et la Chine. Ce groupe a compris que l'hégémonie américaine tient depuis des longues années sur sa monnaie imposée comme monnaie de réserves internationales, à travers laquelle se dénouent l'essentiel des transactions commerciales. Plusieurs pays et leurs multinationales, utilisent largement le dollar américain dans les transactions, ce qui accroît considérablement l'hégémonie américaine et justifie la priorité accordée par les BRICS au processus de dédollarisation. En effet, les États-Unis se servent de plus en plus du dollar comme une « arme » diplomatique au nom de l'extraterritorialité du dollar et au gré des intérêts défendus par leur politique étrangère. Ainsi, ils ont su globalement contraindre les autres États à respecter une loi votée en 2017 au Congrès américain « Countering America's Adversaries Through Sanctions Act » renforçant les sanctions déjà existantes contre l'Iran, l'Afghanistan, la Corée du Nord et la Russie. Ce « chantage » du dollar exaspère beaucoup de pays, notamment les BRICS, et les incite à mettre en œuvre des alternatives pour assurer leurs transactions commerciales hors du contrôle de Washington (Dollar, Swift).

Les BRICS contestent actuellement le dollar américain comme seule monnaie des échanges internationaux et encouragent le dénouement des opérations commerciales en leurs monnaies nationales respectives avant une monnaie commune. Pour ce faire, la Nouvelle Banque de Développement (NBD) du groupe des BRICS, basée à Shanghai, a été mise en place en 2015 doublée des mécanismes de contournement du Swift, tentant de desserrer l'étau du dollar et de diminuer la part du dollar dans leurs transactions internationales. L'attractivité de cette banque réside dans sa mission qui est de financer les infrastructures et le développement durable dans les marchés émergents et des pays en développement. Elle se veut une alternative crédible au système de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale), plus orientée vers les pays en développement et qui a maintenu pendant près d'un siècle ces pays dans un sous-développement sans précédent. La volonté des membres fondateurs de la NBD étant manifestement de créer, à terme, une monnaie commune.

Ce qui fait que, malgré les sanctions américaines à l'endroit de la Russie suite à la guerre en Ukraine, consistant à geler plusieurs centaines de milliards de dollars de la Banque centrale russe, le choc économique n'est pas très ressenti par la Russie par rapport aux prévisions des auteurs. Cela rend redoutable la stratégie des BRICS de se passer du dollar, rendant le bloc occidental de plus en plus vacillant quant à l'issue de la guerre en Ukraine provoquée pour consolider leur domination. Il y a également les initiatives des Banques Centrales pour la création des monnaies numériques (CBDC) qui selon certains rapports d'experts du FMI pourraient accélérer le processus d'abandon du dollar²⁹.

C'est dans ce cadre que la Chine paie ses importations de Gaz russe directement en Roubles, de la même manière que la Russie paie la Chine en Yuans. Ces transactions commerciales internationales dans une monnaie autre que le dollar constituent l'illustration quasi-parfaite de la contestation de l'hégémonie américaine à travers le dollar. Ces actes marquent ainsi le début du processus de dédollarisation et de la perte progressive par les États-Unis de la position hégémonique monopolaire qu'ils occupaient jusqu'il y a peu.

Au regard du volume des échanges commerciaux dans le monde qui se font en dehors de la monnaie américaine, l'Arabie Saoudite, grand exportateur pétrolier ayant accepté le paiement de son pétrole en Yuans, cette dynamique de transition semble se consolider et va certainement s'accélérer avec les nouvelles adhésions, d'autant plus que les six pays nouvellement admis au sein des BRICS sont tous pétroliers³⁰, mettant en exergue, la priorité stratégique accordée au contrôle des transactions relatives au pétrole, au gaz et aux céréales. Par ailleurs, les guerres, comme

29 YASSINE AHRAM, Investing.com, publié le 22 septembre 2023.

30 Il s'agit de : L'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Argentine, l'Arabie saoudite et Emirats Arabes Unis.

celle en Ukraine et en Israël, traduisent des soubresauts dans ces tentatives de rééquilibrage des rapports de forces entre l'OTAN, avec comme Chef de file les États-Unis d'une part, la Russie et ses alliés BRICS, d'autre part. Ces chocs illustrent parfaitement les mécanismes de résistance que les États-Uniens mettent en place pour espérer conserver leur monopole encore plus longtemps et contenir ce changement. Il y a lieu de noter également qu'en essayant de freiner le déroulement de cette dynamique accélérée par le surgissement des BRICS sur la scène internationale et leur impact de plus en plus grandissant sur la gouvernance mondiale, ils posent des actes diplomatiques ostentatoires envers l'Inde et la Turquie dans une tentative de diviser pour mieux régner. Les blocages des réformes au niveau mondial expliquent, comme souligné plus haut, l'essentiel des conflits dans le monde, depuis la fin du siècle dernier. Il en est ainsi des conflits au Koweït, au Liban, en Libye, en Afghanistan, en Palestine, dans la région des Grands Lacs africains particulièrement au Soudan et en RD Congo où la lutte amorcée pour le contrôle des minerais dits stratégiques est âpre entre les puissances et justifie les malheurs (massacres, viols, pillages, etc.) que connaît ce dernier depuis trente ans (1994).

À ce niveau du débat sur les perspectives de qualification de l'ordre mondial actuel, la question essentielle est celle de se demander si la troisième Guerre mondiale (dont l'issue pourrait changer fondamentalement les rapports des forces mondiaux) a commencé en Ukraine et en Israël/Palestine. En réponse, il sied de relever qu'au regard des évolutions récentes dont notamment le conflit russo-ukrainien, il appert de plus en plus clair que les véritables protagonistes dans cette bataille sont les États-Unis et la Chine qui se disputent le leadership au niveau mondial. La Chine, avec sa diplomatie dite du « Panda » à travers sa nouvelle route de la soie, développe un exercice de « Soft power » remarquable et contribue petit à petit à l'affaiblissement de l'hégémonie des États-Unis sans entrer dans une confrontation directe avec ces derniers. Mais, les États-Uniens n'étant pas dupes par rapport aux enjeux stratégiques ont commencé à militariser la Mer de Chine, à susciter l'indépendance de l'Île de Taiwan et à mener une propagande importante contre la Chine sur les droits de l'homme pour éventuellement provoquer une guerre directe entre la Chine et les États-Unis tant qu'ils croient détenir une avance technologique dans l'armement. Cela d'autant plus qu'en termes de PIB mondial, celui de la Chine, selon plusieurs sources, a depuis 2020 dépassé celui des États-Unis ; ces derniers gardant une avance sur le PIB par tête d'habitant (300 millions) du fait de l'importance démographique de la Chine (1,4 milliard). Mais, de notre point de vue basé sur les analyses des données et les développements géopolitiques récents, une confrontation directe entre la Chine et les États-Unis serait improbable avant 2035. Mais que le monde va demeurer instable tant que les États-Unis n'auront pas admis la perte de la qualité de

leader des affaires mondiales. Cette évidence est certes difficile à accepter, mais petit à petit, elle s'impose dans la *realpolitik*. À titre d'illustration, la guerre russo-ukrainienne déclenchée depuis février 2022 se poursuit jusqu'au moment où se termine la rédaction de ce texte. En effet, l'Ukraine soutenue ouvertement par la coalition de l'OTAN (31 pays) menée par les États-Unis reste toujours incapable de vaincre la Russie. Cette résistance russe semble bénéficier, quoi que non officiellement du soutien de la Chine, de l'Arabie Saoudite, de l'Inde et même dans une certaine mesure de la Turquie, malgré que cette dernière se met de temps en temps en position ambiguë. Cette situation risque de se reproduire avec le conflit en Palestine où les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN sont capables de condamner et de sanctionner Israël.

Il sied de rappeler à ce niveau que, les relations internationales se fondent sur les intérêts des nations, les rapports de forces qui en découlent déterminent les choix et les décisions des pays sur le plan international.

À ce stade, il y a lieu d'admettre que l'équilibre des forces ayant présidé à la mise en place de l'ordre mondial par les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale en 1945 a montré ses limites. D'où, l'émergence et la persistance des crises, des conflits mettant en cause l'hégémonie américaine rendant inévitables les réformes des Nations Unies pour éviter le chaos des guerres et des conflits interminables, y compris en Occident, avec risques d'utilisation de l'arme nucléaire.

V. Stratégie face aux nouveaux enjeux et défis : Comment la RD Congo pourrait-elle se positionner et tirer son épingle du jeu ?

Depuis la Conférence de Berlin de 1885, le Bassin du Congo a toujours été au centre des enjeux géopolitiques. Les mains coupées pour l'ivoire et les dix millions de morts (des fantômes du Roi Léopold II) suite au caoutchouc rouge, à l'Uranium des Bombes de Nagasaki et Hiroshima, en passant par la ruée vers le Coltan et aujourd'hui le Cobalt et le Lithium, le Congo est toujours la cible de tous les prédateurs. Son Bassin constitue en outre l'un des trois poumons du monde contre le réchauffement climatique. Certains experts estiment que sans les tourbières de la forêt congolaise, le réchauffement climatique serait plus accentué, raison pour laquelle, le Congo est qualifié de Pays-solution sans en recevoir les contreparties conséquentes.

Au regard des rapports de forces tels que décrits précédemment et de la situation que connaît la RD Congo avec plus de 10 millions des morts du coltan rouge auxquels s'ajoutent les dix millions du caoutchouc rouge, la RD Congo serait aujourd'hui une puissance démographique majeure de plus de plus de 300 millions d'habitants, donc la locomotive du développement de l'Afrique, comme l'avait prédit Frantz Fanon, lorsqu'il l'avait qualifié de Gâchette de l'Afrique. Ce terme avait fait peur aux ennemis de la RD Congo et pourrait justifier, entre autres, toutes les opérations visant à la

désorganiser pour retarder son décollage vers le développement. En effet, depuis les troubles postindépendance, les rébellions mulélistes, celles de Moba, du Shaba, la guerre de l'AFDL, la réflexion stratégique devrait pousser les élites et les autorités congolaises à multiplier et à diversifier leurs partenariats au niveau mondial. Cela étant donné que tous les différents rapports de l'ONU montrent que les pays agressant militairement la RD Congo ne sont que des sous-traitants des multinationales originaires de ceux qui se proclament être ses « partenaires traditionnels ». En réalité, ce sont les mêmes multinationales qui poignardent dans le dos, la RD Congo, en consolidant son affaiblissement institutionnel pour faciliter le pillage des minerais et autres ressources naturelles stratégiques dont ils ont cruellement besoin.

Au terme de cette recherche, il est apparu que la persistance et la multiplication des milices en RD Congo, notamment à Bunia, Beni, Masisi, Rutshuru, Minembwe, Moba, Manono, ne peuvent être justifiées que par la reconstitution à moindre coût, des réserves d'or et autres terres rares par les États-Unis et la Chine (en tête) étant donné que la nouvelle monnaie qui sera utilisée dans le commerce international par les BRICS sera adossée sur l'or, comme semblent l'indiquer certaines sources proches des BRICS. Cette alternative, qui en réalité est un de retour aux fondamentaux de l'accord de Bretton Woods (étalon or) en rétablissant une parité entre la monnaie d'échanges internationaux et l'or, affaiblira les États-Unis dont l'important déficit extérieur est financé sans peine par l'émission quasi illimitée des dollars. Ce recours permanent à la planche à billet ne provoque pas jusque-là l'inflation aux États-Unis du fait des avantages que tire ce pays de l'utilisation de sa monnaie dans l'essentiel des transactions commerciales internationales.

Aussi, au-delà du coltan, les importantes réserves d'or de l'Ituri et de toute la zone des conflits (couloir de la mort) partant de Manono à Mahagi font l'objet de toutes sortes de convoitises et deviennent un enjeu stratégique dans le contexte géopolitique mondial actuel. Cette situation replace encore la RD Congo au centre de tous les enjeux, convoitises et de tous les conflits entre puissances. À notre avis, c'est ici que se trouve la racine profonde des conflits en RD Congo ; les fameux « conflits communautaires » ne sont que des prétextes. Ce qui explique la persistance de ce cycle de conflits qui dure depuis 30 ans (1994) et a déjà fait, selon certaines sources, plus 12 millions de victimes en RD Congo. À ce sujet, il est important de rappeler les propos de Jeffery Sachs lorsqu'il interpelle l'élite congolaise sur les agissements de Glencore ou quand il souligne que le Bassin du Congo est un enjeu planétaire. Tout comme, lorsque Madame Arikana Chihombori souligne à la suite du Pape François que les colonialistes n'ont jamais quitté l'Afrique et continuent à la piller et à l'exploiter³¹.

31 ARIKANA CHIHOMBORI-QUAO, Africa 101: The Wake up call, Foxworth Consulting, LLL 2020, Washibgton DC.

Face à cette situation, pour se donner une place de choix et gagner des partenariats qui doivent se diversifier selon les nouvelles configurations mondiales, la RD Congo doit renforcer l'autorité des Institutions légales sur toute l'étendue de son territoire de façon à contrer la contrebande, la mafia, l'exploitation et l'exportation illicites de ses ressources naturelles par les pays voisins, notamment le Rwanda qui est cité et accusé dans de nombreux rapports internationaux³² et devenir enfin, le seul maître de ses ressources dont elle peut disposer à bon escient pour financer les projets de son développement.

La RD Congo devrait devenir joueur et cesser d'être pion, car jusque-là, tout prête à croire que ce pays n'a joué que ce dernier rôle. Mais alors, comment la RD Congo peut-elle profiter de la rivalité des autres pour refaire ses forces et commencer à être actrice sur le terrain de la géopolitique ? Cette interrogation existentielle est pertinente, dans la mesure où l'essentiel des matières premières dont l'industrie du futur a besoin pour se développer se trouve en RD Congo (3T, Cobalt, Lithium, Or, etc.). Tels sont les défis à relever par l'intelligentia congolaise pour quitter le rôle ingrat qu'on a toujours fait jouer à la RD Congo, celui de fournisseur des matières premières, dans ce paradoxe de pays riche avec des populations pauvres. Il est clair qu'il n'y a qu'une élite consciencieuse ayant une vision claire des enjeux qui pourra affronter et surmonter ces défis existentiels en instaurant une gouvernance à la hauteur de la vocation de notre pays.

De l'avis de cette recherche, la RD Congo ne doit pas se pencher d'un côté ; elle doit coopérer avec toutes les parties prenantes et construire des partenariats gagnants-gagnants lui permettant de tirer sa part du jeu, n'en déplaise aux soi-disants « partenaires traditionnels ». En effet, l'essentiel des politiques néolibérales préconisées et mises en œuvre sur base de leurs conseils intéressés ont abouti à la recolonisation de notre pays³³. Car maintenant, il y a certaines œuvres dont la réalisation montre que personne ne peut travailler en solo. Il faut des montages financiers, chacun apportant son expertise et une partie des moyens pour le faire, comme c'est le cas avec le projet INGA III où on voit clairement l'Occident et la Chine en compétition féroce pour le lead du projet.

En saisissant la fenêtre d'opportunités qu'offre le rééquilibrage des rapports de forces mondiaux, la RD Congo, au regard de ses ressources naturelles et de sa position géopolitique hautement stratégique peut, enfin, jouer le rôle que la nature lui a attribué, celui de la gâchette de l'Afrique³⁴ et s'imposer comme une puissance sous régionale au niveau des Grands Lacs africains, étant donné que la « libéralisation » du système international

³² Rapport KASSEM et suivant.

³³ Entretien avec Albert YUMA, Président de la Gécamines et Alain FOKA sur qui détient le Cobalt de la RD Congo, 19 avril 2021.

³⁴ F. FANON, *Les Damnés de la Terre*, Paris, La Découverte, 2002.

favorise l'émergence de défis nouveaux. Ainsi, la décentralisation de la puissance, avec l'affirmation de puissances moyennes et régionales, mais aussi d'acteurs non étatiques, pourraient être une première manifestation.

Si les logiques de la mondialisation ultra-libérale et l'ordre politique planétaire sous-jacent n'ont eu d'ambition qu'à conforter la RD Congo à des révisions déchirantes de sa compréhension de la place d'une nation dans l'histoire des peuples, aujourd'hui l'histoire de la RD Congo doit cesser d'être celle de courber l'échine devant les grandes puissances, les pays riches et les génies des continents conquérants. L'avenir est à la rupture avec cette intériorisation de la faiblesse : il faut un autre Congo, dressons nos fronts longtemps courbés. Toute la dynamique qui conduit à ce nouveau destin congolais est de créer de nouvelles logiques sociales, culturelles et politiques pour changer l'ordre actuel des choses. Cette dynamique est susceptible de porter un souffle politique de changement de cap pour ce pays et ce changement dépendra des choix faits au regard du nouveau contexte international pour un leadership d'intelligence et une gouvernance de responsabilité. Sans lesquels, l'histoire va se répéter et il n'y aura pour la RD Congo ni puissance matérielle, ni richesse diplomatique, ni grandeur géostratégique.

Conclusion

L'ancien Directeur du Fonds Monétaire International (FMI), Monsieur Dominique Strauss Khan, avait déclaré en 2009, au lendemain de la crise financière que : « Si jamais, on ne dédollarise pas l'Économie mondiale, les BRICS vont faire leur propre panier de monnaies ». Ce qui lui attira des foudres ayant conduit à sa destitution, alors qu'il n'a fait que constater que le système FMI et les rapports des forces de Brettons Woods sont dépassés.

Le multilatéralisme n'a pas tenu toutes les promesses qu'on lui prêtait depuis près de 80 ans (1944) ; il faut donc passer à autre chose. Les difficultés qu'il traverse aujourd'hui offrent une occasion d'imaginer une nouvelle esquisse de gouvernance mondiale dans divers domaines.

Pour appréhender la direction à prendre dans le monde contemporain, eu égard aux points chauds qui le structurent, il est nécessaire de faire un tour d'horizon des principales puissances, pour une vision claire des enjeux, et de connaître avec précision les ambitions des grands pays émergents.

Pour ce faire, la RD Congo doit désormais miser sur sa capacité à séduire et à attirer – le Soft Power – pour renouveler son approche traditionnelle des relations internationales et vendre une image redorée d'elle-même comme elle l'a fait avec la visite du Pape François (2023) et l'organisation des IX^e jeux de la Francophonie. Elle doit alors mobiliser des leviers d'une

extrême diversité, bien au-delà de ses ressources naturelles et de sa position géopolitique hautement stratégique en s'appuyant sur son capital humain bien formé.

Dans les perspectives de développement, les nouveaux partenaires commerciaux sont attirés par *l'eldorado* dont ils sont en quête. Contrairement aux Occidentaux, les émergents conditionnent rarement leurs relations économiques au respect hypocrite de la démocratie et des droits de l'homme.

La RD Congo doit savoir que les grandes puissances émergentes regardent désormais vers l'Afrique, même si chacune se concentre dans une zone d'influence spécifique, ce qui ne saurait durer, la compétition étant rude. Elle doit, en conséquence, mobiliser ses leviers existentiels pour davantage attirer celles-ci et gagner des partenariats de manière équitable et juste en vue de se donner des moyens de financement des projets d'infrastructures nécessaires à son développement, seule voie pour requalifier ou améliorer les conditions existentielles des populations et préparer un Congo meilleur pour les générations à venir.

En somme, les hégémonies actuelles devraient se rendre à l'évidence que les empires naissent, s'épanouissent et disparaissent. Comme Rome, hier, l'unipolaire empire du dollar n'échappera pas à cette loi universelle et un monde multipolaire le remplacera progressivement, malgré les attermoissements funestes et l'aveuglement des États-Unis.

Ce qui nous permet de conclure cette étude avec cette citation complémentaire de Gramsci : « Lorsqu'un système a épuisé son potentiel historique et que la vague qu'il a représenté dans l'histoire s'éteint, la nouvelle vague qui représente l'avenir est à peine en formation. Entre la nuit qui n'est pas encore terminée et le jour qui n'est pas encore là, il se profile des fantômes et des monstres »³⁵. Ce sont ces guerres et ces conflits qui peuvent être évités pour le bien de l'Humanité. ■

35 GRAMSCI, *Ibidem*.